Le Monde diplomatique

http://www.monde-diplomatique.fr/2006/08/DUCLOS/13741
AOÛT 2006 - Pages 12 et 13

UNE CRISE D'INTÉGRATION DES JEUNES DE MILIEUX POPULAIRES

Retour sur la grande révolte des banlieues françaises

Neuf mois après les troubles qui, en France, à l'automne 2005, ont agité les banlieues, un couvercle de silence est retombé sur la situation des quartiers en cause et de leurs habitants. Les autorités paraissent réduites à constater les affrontements récurrents, sans oser reconnaître l'échec des tentatives de « règlement » de la question par des expédients policiers, judiciaires ou disciplinaires. Quelles leçons peut-on tirer, à froid, de ces événements ?

Par DENIS DUCLOS
Sociologue, directeur de recherches au CNRS, auteur notamment du *Complexe du loup-garou, La Fascination de la violence dans la culture américaine,* réédition 2005, et nouvelle postface, La Découverte, Paris.

Souvent marquées par une sorte d'aveuglement volontaire, les conclusions tirées à chaud – de gauche et de droite – sur les « événements des banlieues » de novembre 2005 paraissent avoir été hâtives. Elles ont peu tenu compte des nombreuses études approfondies sur la question (1), et n'ont guère replacé les événements en perspective *dans le temps* et *dans un contexte comparatif international*. Il n'est donc pas inutile d'y revenir, ne serait-ce que parce que, en l'absence d'explications plus solides, ce seront encore elles qui serviront de points d'appui aux décisions de l'avenir.

Trois énoncés émergent des diverses analyses françaises et étrangères : les émeutes des banlieues seraient associées aux conséquences ethniques, culturelles et religieuses d'immigrations successives, toujours moins bien « intégrées » (points de vue d'Alain Finkielkraut (2), ou de Hélène Carrère d'Encausse (3), contre celui d'Olivier Todd (4)) ; elles découleraient d'un « désastre familial » qui implique une reprise en main morale, pédagogique et disciplinaire des jeunes et de leurs parents ; et elles résulteraient d'une exclusion massive des emplois des jeunes des zones urbaines sensibles (ZUS), et plus largement de l'état de sinistre socio-économique que vivraient les cités bétonnées où ils sont concentrés.

Or, en comparant le profil de la crise des banlieues avec celui de phénomènes comparables dans le monde, chacune de ces affirmations se trouve précisée, relativisée, ou même contredite. En rapportant ladite crise au panorama international des agitations urbaines et autres « émeutes », on se rend compte que sa spécificité même (son « exceptionnalité française ») permet sur ces points un espoir qui existe rarement ailleurs.

Une flamblée de réactivité juvénile

Ainsi la révolte des banlieues a-t-elle été relativement imperméable aux antagonismes raciaux, culturels ou religieux, ce qui explique en partie qu'elle ait été bénigne (très peu de personnes physiques atteintes). De *véritables* émeutes urbaines déclenchées par la haine d'une religion contre une autre entraînent des morts par milliers (comme en Inde, lors de l'affrontement entre musulmans et hindouistes à Bombay, en 1992-1993). Celles qui opposent, dans un quartier, une nation ou une « race » à une autre peuvent causer des centaines de morts : ce fut le cas pour les *« urban riots »* américains entre les années 1960 et les années 1990, notamment à Los Angeles.

Dans d'autres situations, impliquées dans des contextes politiques dont elles deviennent des enjeux, les inimitiés locales peuvent entraîner des souffrances récurrentes, de longue durée (Palestine, Irlande du Nord (5), etc.), et même changer un jour radicalement de nature et d'échelle pour déboucher – notamment en cas de menées déstabilisatrices extérieures – sur des conflits civils (Beyrouth à la fin des années 1970) ou génocidaires (Rwanda en 1994).

Ces exemples nous rappellent que la plus extrême violence urbaine peut se déclarer alors que la

population « à problèmes » (c'est-à-dire souvent minoritaire) n'est pas étrangère mais autochtone depuis des siècles (Noirs américains, musulmans indiens, catholiques en Irlande du Nord, etc.), et que – à niveaux sociaux comparables – ses us et coutumes sont très proches de ceux de ses « ennemis », à l'exception de leurs rites religieux. On ne peut donc raisonnablement, comme on l'a trop aisément fait à propos de la France, identifier les turbulences civiles au seul choc des cultures qui surgirait d'immigrations récentes.

L'agitation socio-politique des jeunes en France concerne, bien sûr, ceux dont les parents sont d'origine étrangère, mais elle n'a pas (encore ?) été récupérée par les prosélytes, ni pu être enchâssée dans une lourde séparation identitaire. Comme cela a été fortement souligné par les policiers eux-mêmes, les imams fondamentalistes musulmans n'ont pas cherché à puiser dans un vivier de jeunes rebelles, peut-être déjà trop marqués par des influences égalitaristes et antiétatistes, plus proches de la revendication républicaine (même version « anar ») que de la volonté de pureté.

Mais le réel pacifisme civique des diverses autorités religieuses ne doit pas induire en erreur : une fois ancrée dans une population de croyants, l'identité séparatrice est potentiellement bien plus dangereuse – et bien plus durablement – que la flambée de réactivité juvénile. Les gouvernants et les intellectuels misant sur le retour aux encadrements ethnico-religieux sont donc des apprentis sorciers. Ils ne peuvent que nourrir le climat de confrontation religieuse et raciale en cours d'expansion dans le nord de l'Europe (islamophobie en Belgique flamande, en Hollande, au Danemark, etc.).

Cette tentation serait d'autant plus régressive que non seulement il n'y a plus, en France, d'affrontement entre des populations (bien qu'un retour aux « ratonnades » et autres chasses au faciès soit toujours possible), mais encore qu'il n'existe plus guère de groupes nationalistes fascisants ayant la capacité de venir provoquer les « étrangers » dans leurs « ghettos » (ce qui est le cas du National Front au Royaume-Uni, responsable du déclenchement des événements d'Oldham et de Bradford, où s'est exprimée la colère de jeunes Pakistanais et Bangladais en 2001).

Au vu de ces faits, on devrait plutôt se poser la question suivante : comment, dans une société comme la France, laïcisée et passablement ouverte aux différences de « race », de culture et de religion (6), et alors qu'aucun groupe religieux ou politique ne trouve assez de motivations pour aller insulter les jeunes d'une population spécifique, est-il possible d'obtenir chez ces derniers une telle « rage », explosive et diffusable ?

La réponse semble claire : seul l'Etat est désormais en mesure de créer ou de limiter l'affrontement. C'est essentiellement ce qui s'est démontré en France : les gouvernements de droite ont fait les frais de leur acharnement à démolir tous les pare-feux – substantiels ou symboliques – mis en place par leurs prédécesseurs socialistes, tels les emplois-jeunes, qui avaient contribué à diminuer la tension sociale dans ces secteurs.

Dans un tel pays, seul, désormais, le gouvernement a encore la capacité d'inciter les fonctionnaires à des postures hostiles ou agressives. C'est l'élite politique et gouvernementale qui prend le relais d'un antagonisme populaire absent, en en tirant plusieurs bénéfices secondaires, notamment celui d'apparaître comme garant de l'ordre (alors qu'elle contribue plutôt au désordre). En un sens, c'est un comportement politique dangereux. Mais cela apparaît aussi comme une résistance ultime, un dernier écran (on a parlé de « mur de Berlin des banlieues ») avant le passage obligé vers la reconnaissance d'un Autre que l'on ne pourra plus nier beaucoup plus longtemps sans être soupçonné de desseins inquiétants, y compris à l'égard du reste des citoyens (7).

La cause fondamentale et permanente des révoltes urbaines – même les plus juvéniles – n'est donc pas à chercher très loin : elle tient presque tout entière dans l'« irrespect », ou la « non-reconnaissance » de la personne, et notamment du jeune, comme sujet culturel et politique, et cela du fait presque exclusif des représentants de la République elle-même, que cela se traduise par l'indifférence, la défiance implicite, l'esprit de supériorité, le harcèlement policier et administratif, ou par la limitation orchestrée de toutes les occasions de contact et enfin d'emploi.

Contre les symboles de l'autorité

Ici, un point de similarité existe avec les événements analogues aux Etats-Unis : on sait qu'un climat de mépris institutionnel débouche automatiquement sur un « événement déclencheur ».

Celui-ci est toujours le même, à quelques variantes près (de Rodney King battu en 1991 par les policiers de Los Angeles à Zyed Benna et Bouna Traoré, électrocutés par le transformateur de Clichy-sous-Bois, en passant par de très nombreux autres cas dans divers pays) : une personne de la minorité présumée « difficile » est poursuivie, jugée ou appréhendée à tort, tabassée ou blessée au cours de l'opération de police.

La situation de la victime est rapidement connue par ses amis, puis (via les caméras portatives, Internet et les portables) par son milieu – déjà très inflammable –, dont les éléments les plus jeunes réagissent alors par une combativité peu « politiquement correcte », bien que tournée contre des symboles de l'autorité tutélaire et de la puissance économique, et beaucoup moins contre des personnes ou d'autres groupes. Si les dégâts matériels sont en général considérables, les blessés graves ou les morts sont rares, sauf lorsque la police recherche l'affrontement dans la logique du « dernier mot à la loi » ou dans celle de l'intimidation ouverte.

Voilà donc un effet mécanique garanti : plus l'Etat répresseur obéit à une logique – consciente ou inconsciente – de vengeance, et plus il y a de morts. Jusqu'ici, il faut admettre que l'Etat français n'a pas encore dépassé – peut-être en souvenir de Mai 68, ou de l'affaire Malik Oussekine de 1986, peut-être aussi par une compréhension plus aiguë de ce qui est réellement en jeu par les fonctionnaires de terrain – le niveau de provocation qui conduirait à l'affrontement mortel massif, et, par voie de conséquence, à l'intervention des « aînés » puisant alors dans les stocks d'armes circulant en banlieue.

On peut prédire néanmoins que plus l'Etat autorisera les éducateurs, les assistants sociaux mais surtout les policiers (ou, désormais, les militaires) à raisonner en termes de « contrôle de populations », et plus se multiplieront les situations d'humiliation qui contiennent inévitablement les événements déclencheurs des révoltes urbaines. Une politique du pire qui prendrait en charge officiellement l'occupation armée des quartiers mènerait exactement à ce qu'elle prétend vouloir éviter : une guerre civile.

Avant donc de souhaiter la destruction de toutes les barres des cités (dans la perspective d'une stratégie « civilo-militaire » d'aménagement du territoire), rappelons trois faits (après Loïc Wacquant (8) et d'autres observateurs) :

1. La distribution imposée des appartements rend difficile la transformation de ces quartiers en ghettos ethniques ou religieux (malgré ce qu'en disent certains sociologues). Le caractère *« united colors »* des bandes de jeunes avait été remarqué par le cinéaste Mathieu Kassovitz (9). C'est une réalité sociologique, heureuse en ce sens qu'elle est un vrai creuset qui n'existe toujours pas au Royaume-Uni des pauvres Blancs « anti-Pakis », ou dans l'Australie des « Anglo-Celtics » qui veulent interdire leurs plages aux jeunes Libanais. Ni dans l'Amérique encore « hyperségréguée » et partout entretenue dans la peur de l'autre minorité (10).

Par exemple, les émeutes de 1992 à South Central, banlieue pauvre de Los Angeles, ont été en partie liées à la friction permanente entre trois communautés « raciales » (Latinos, Asiatiques, Afro-Américains) (11), qui a donné lieu à une moyenne de trois cents meurtres par an jusqu'à la fin des années 1990. Notons aussi que, en miroir de l'exclusion raciale des pauvres, les ghettos dorés nord-américains (communautés dites « sécurisées ») sont aussi « ethniquement » exclusifs et conflictuels (12). Leur multiplication même aggrave une haine interraciale que ne connaît encore pratiquement pas la France.

2. Le caractère de forteresses verticales des cités de banlieue rend certes ardu le contrôle policier, mais il contrarie aussi la provocation par des milices, ou des partis nationalistes (comme celle qui a été à l'origine des affrontements avec les Pakistanais occupant au Royaume-Uni de vieux centres-villes avec petits immeubles et maisonnettes), et encore davantage la mise à feu sournoise de maisons (événement advenu à des Turcs en Allemagne). Leur « visibilité » ne permet pas non plus de cacher dans des gourbis dispersés les « esclaves » albanais (comme en Grèce ou en Italie), et de les tenir ainsi dans la crainte au service d'une population nationale.

3. Contrairement aux habitats clandestins des centres-villes, souvent voués à la misère écrasante des migrants sans-papiers, l'accès aux cités est largement réservé à une population en règle, et qui a dû faire la démonstration de sa capacité économique minimale. Certes, le revenu moyen y est un tiers plus faible et le taux de chômage des jeunes deux ou trois fois plus élevé (13). Certes, nombre de ceux qui veulent travailler sont obligés de s'exiler, de rouler sans permis de conduire et sans assurance jusqu'aux lointaines opportunités d'emploi. Mais aides, subventions et initiatives diverses (zones de redynamisation sociale, zones franches, régies de quartier, réseaux associatifs divers, etc.) venant en appui, sans parler de la réelle économie « pas si souterraine que

.org

ça », on ne meurt tout de même pas de faim dans les banlieues.

Détonante énergie de la nouvelle génération

L'état de dégradation parfois poussé des cités ne résulte donc pas plus mécaniquement d'un problème économique (réel) qu'il ne serait l'effet d'une tendance culturelle. On sait fort bien qu'il provient essentiellement d'une colère impuissante, laquelle couve d'ailleurs aussi chez beaucoup de jeunes vivant en quartiers pavillonnaires. Ce qui renvoie au problème distinct de la reconnaissance. Les notions de « délinquance » et d'« incivilité », et encore davantage celle de « désintégration culturelle » ne permettent pas de l'appréhender, et au contraire poussent à l'ignorer aveuglément.

On observe pourtant que se répandent parmi les esprits les plus distingués certains discours parfaitement infondés concernant les « incompatibilités entre manières de vivre », et les phénomènes de « déculturation » auxquels conduirait la transplantation, notamment chez les plus jeunes. Sans nous attarder sur ce problème, rappelons que la grande liberté accordée aux préadolescents en Afrique, et l'incitation à s'organiser en « bande » par sexe et génération n'est pas le signe d'une déliquescence du contrôle familial, mais bien plutôt l'épreuve précoce de la vie hors du cocon (14), et correspond à d'ancestrales pratiques de prohibition de l'inceste.

Qu'il y ait une difficulté d'adaptation lorsque le contrôle chaleureux du village est remplacé par le froid quadrillage de la surveillance sociétale européenne n'est pas douteux. Mais cela devrait nous faire aussi réfléchir sur l'anomie et la solitude auxquelles conduit notre propre système, prétendument supérieur.

Quant à l'avalanche des termes utilisés pour décrire la banlieue comme un véritable enfer, où l'on ne peut que connaître la déchéance mentale et morale, elle ne correspond qu'en partie à une réalité matérielle, et encore moins à la façon dont les gens perçoivent leur propre monde. Il s'agit pour beaucoup de dérives sémantiques dénigrantes que les classes aisées et branchées ne cessent d'infliger aux lieux de vie des classes populaires d'origine lointaine (comme autrefois on se défiait des quartiers de « bougnats » dans Paris). On préférerait, qu'en plus d'être dure, la vie dans les cités soit accablée, affligée, figée dans l'horreur de sa propre condition, voire terrorisée par les voisins, en oubliant que le quartier est souvent la seule chose que leurs jeunes habitants possèdent en partage, aussi bien pour s'en plaindre que pour en rire, pour le défendre que pour y opérer de menus trafics. Certes, les jeunes rêvent d'en sortir (mais n'importe quel jeune rêve de sortir de son environnement enfantin), et tout un romantisme rap raconte ce rêve trop souvent déçu, tout en soulignant la solidarité qui s'y est construite. L'espoir d'en partir à jamais n'exclut pas la « fierté du béton ».

Si la ségrégation est incomparablement plus réelle aux Etats-Unis qu'en France, notons qu'elle y a été également idéologiquement amplifiée de l'extérieur, et que même aujourd'hui à Watts (quartier de Los Angeles dont on a prétendu qu'il suffisait de s'y promener pour y être assassiné), on peut vivre normalement, et envoyer ses enfants à l'école.

On n'a pas assez apprécié l'effet de ce dénigrement automatique sur la destruction des solidarités civiles et leur réduction à l'esprit de bande, c'est-à-dire à un repli sur le « bloc », comme base d'un grand jeu d'antagonismes et de révolte plus générale (sans toutefois pousser en soi à la constitution de gangs mafieux, qui seraient plutôt transversaux du fait des nécessités des commerces illicites (15)).

La turbulence des bandes peut être insupportable. Mais il faudrait mieux y démêler ce qui relève de la rébellion quotidienne et ce qui est simplement l'énergie détonante de la nouvelle génération. La vraie joie de vivre des tout-jeunes peut être bruyante, mais pas plus que dans les maisons bourgeoises où courent sept ou huit enfants autour d'une « bonne » chrétienne harassée, comme c'est encore le cas dans certaines « banlieues versaillaises ». Il n'est pas non plus anormal que les très jeunes ne soient pas obsédés comme leurs aînés par le problème de l'emploi, ou plutôt du travail, qui devrait être d'ailleurs considéré comme un ingrédient de la question du « respect » et de l'accueil, et non l'inverse. Or, parfois, c'est cette seule joie de vivre (traduite en « hypertonicité » et en « défaut d'inhibition » en langage psychopolicier) qui attire la répression institutionnelle et la hargne « beauf » résiduelle, démarrant alors à coup sûr le mécanisme de haine (16).

Mais ce qui fâche vraiment certains intellectuels, c'est que cette vitalité turbulente, et parfois mortelle, s'est traduite par la fabrication d'une culture expansive, bien plus partageable que celle qu'ils ressassent au « centre ». Ce qu'ils ont à déplorer implicitement n'est pas le défaut

d'intégration ou la destruction des repères, mais au contraire le fait que le reste de la jeunesse, fascinée, et des médias, obnubilés, aient amplifié la vague hip-hop née dans les banlieues sur plusieurs générations, et en aient fait un élément intégrateur, peut-être plus puissant encore (étant donné ses emprunts internationaux) que les cultures ouvrières qu'il a en partie remplacées.

Si la valeur des raps est très inégale – comme celle de toutes les musiques –, il n'est pas rare qu'ils contiennent des analyses politiques ou philosophiques, des traits poétiques qui l'emportent de loin sur les éléments affadis de la culture scolaire. L'intégration s'accélère donc, mais... dans l'autre sens : ce sont les jeunes des plus lointains cantons ruraux qui – imitant les accents « caillera », comme autrefois les Parisiens imitaient les accents « prolo » – écoutent désormais sur la radio locale les malheurs de Diam's, les leçons de Doc Gyneco (*« N'oublie jamais d'où tu viens »*), les appels de Disiz la Peste, de 113, de Busta Flex, ou de La Brigade, sans parler des reprises des œuvres des « anciens » (de NTM à MC Solaar, de Passi à Assassin, Menelik ou IAM), pour qui la rage, déjà, se transformait en art/politique.

Qu'on ne parle pas le même français parmi les jeunes de banlieue que chez les invités de France Culture n'est pas un scoop. Mais la culture, surtout à l'heure des grandes épreuves, ne constitue pas nécessairement quelque chose de donné : elle peut aussi ressurgir, et même naître des situations. N'oublions pas que, dans les cas d'extrême destruction des cultures « d'origine », comme dans la traite des esclaves vers les Antilles, ce sont souvent les enfants – les spécialistes l'attestent (17) – qui ont construit les langues et cultures créoles à partir de bribes et de mélanges forcés, d'emprunts « chapardés » aux échanges entre Blancs, qui ne s'adressaient à eux que par aboiements, tout en leur interdisant de parler la langue de leurs parents.

Or, nous sommes bien loin de cette situation : l'école républicaine reste tout de même aux avant-postes, les médias enveloppent et traversent cette population comme les autres Français, et le niveau de maîtrise technologique des jeunes de banlieue (Internet, portables, etc.) a déjà eu l'occasion d'étonner... les policiers chargés de prévoir les rassemblements combatifs, et parfois déjoués par ce qu'il faut bien appeler une culture de l'organisation !

Acceptons donc de ne plus mépriser adultes, jeunes et enfants qui sont en train de produire – à partir de leur situation et parfois à leur corps défendant – une part dynamique de la culture française, dans le cadre d'un passage *« de la culture atavique à la culture composite »* en phase avec la mondialisation, selon Edouard Glissant (18).

Nous pourrons alors considérer les acteurs des événements d'octobre-novembre 2005 (certes désagréables pour les propriétaires des huit mille à dix mille voitures brûlées, et pour les contribuables « propriétaires » des services publics saccagés) non comme des émeutiers, ni comme les auteurs d'un vaste charivari infantile, mais plutôt comme les protagonistes d'une « crise d'intégration des jeunes Français de milieux populaires » – crise dans le sens de crise d'adolescence, moment initiatique. L'« exception française » de la crise du rapport aux jeunes nous apparaîtra ainsi celle d'un laboratoire d'avant-garde (tant qu'il n'est pas atteint par les régressions communautaristes vers le conflit interethnique et interreligieux), où émerge, dans la tension, une voie originale, ouvrant sur une solidarité sociétale.

Dans cette perspective, les discours musclés de mise au carré et de militarisation de l'encadrement familial n'ont guère de sens. Ils ne font que prolonger l'échec non pas des politiques d'intégration, mais au contraire celui des reculs face aux exigences inéluctables d'une osmose en cours ; l'échec d'un acharnement à dégrader l'Etat en « Etat incendiaire » (19).

La réussite d'une véritable politique publique intégrative – seule susceptible d'effets rapides et à long terme sur les gavroches jouant aux Robin des bois avec les policiers ou les pompiers – dépend toutefois de deux conditions.

Premièrement, elle doit elle-même se situer à l'intérieur d'un changement radical d'attitude, écartant toute forme de paternalisme ou de dénigrement inconscient, et reconnaissant que l'Autre a le droit de prendre sa place auprès de nous dans ce monde en unification, tout comme nous exigeons la même chose quand, en masse, nous émigrons pour vivre nos retraites avec un meilleur pouvoir d'achat au Maroc ou près des plages d'Afrique ou d'autres pays d'accueil.

La seconde condition n'est nullement spécifique aux jeunes des « quartiers ». On ne peut pas à la fois vouloir que l'école républicaine soit appréciée par tous et proposer, en même temps, d'aligner rémunérations des emplois et conditions de travail sur les plus bas niveaux en vigueur dans les « ateliers du monde » où s'est massivement délocalisée l'exploitation capitaliste

incapable de survivre sans esclavage.

Comme le dit justement l'un de nos vieux sages : *« Il faut occuper les jeunes. Mais il faut leur donner des boulots qui rapportent. Et un beau jour, ils seront gentils et sympathiques* (20) *! »*

---

(1) Il faut notamment relire les travaux publiés sur les banlieues par la revue *Annales de la recherche urbaine* pendant une dizaine d'années, sous l'impulsion d'Anne Querrien.

(2) Entretien donné au quotidien israélien *Haaretz* (extraits publiés dans *Le Monde* du 24 novembre 2005).

(3) Entretien donné à la chaîne de télévision russe NTV, novembre 2005.

(4) *Libération*, 21 novembre 2005.

(5) Le mécanisme de la provocation militaro-politique pouvant conduire au massacre est parfaitement analysé dans *Bloody Sunday*, film irlandais de Paul Greengrass (à propos des émeutes du 30 janvier 1972 à Derry, en Irlande du Nord).

(6) Un sondage du Pew Research Center de Washington indique que 65 % des Français ont une opinion favorable des musulmans contre 36 % des Allemands.

(7) Comme le montrent des sondages récents : par exemple, celui de TNS-Sofres, du jeudi 22 juin 2006.

(8) Notamment dans son remarquable travail de comparaison entre un ghetto de Chicago (Woodlawn) et La Courneuve (*Urban Outcasts. Color, class and place in two advanced societies*, 1994), et « Pour en finir avec le mythe des cités-ghettos », dans *Annales de la recherche urbaine*, no 54, mars 1992, et aussi *Parias urbains. Ghetto, banlieues, Etat*, La Découverte, Paris, 2006.

(9) Dans son film *La Haine*, 1995.

(10) Julia Nevarez, « Vivre aux confins de Central Park et de Harlem à New York », *Annales de la recherche urbaine*, no 83-84, septembre 1999.

(11) Cyntia Ghorra-Gobin, « South Central = Watts 2 ? De la rivalité entre anciennes minorités et nouveaux immigrés », *Hérodote*, no 85, 1997.

(12) Klaus Frantz, « Gated communities in the USA : a new trend in urban development », *Espace, populations, sociétés*, no 1, 2000.

(13) Observatoire des inégalités, « Chômage : le diplôme protège moins dans les quartiers sensibles », 16 mars 2005 – source : Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), enquête Emploi 2003.

(14) Lire notamment la contribution du docteur Régis Airault sur l'institution des « bangas » à Mayotte et aux Comorres, dans Catherine Bergeret-Amselek (sous la dir. de), *De l'âge de raison à l'adolescence : quelles turbulences à découvrir ?* Erès, Paris, 2005.

(15) Aux Etats-Unis, il a été prouvé que les bandes de jeunes ne se transforment pas systématiquement en gangs d'adultes.

(16) On sait depuis longtemps, aux Etats-Unis, que le « blâme » public porté contre une communauté ethnique crée la tension qui va ensuite dégénérer (Daniel Romer, « Blame discourse », *Political Communication*, vol. 14, Philadelphie, 1997).

(17) *Cf.* le chapitre XIII, « Les langues créoles », dans Jean-Marie Hombert (sous la dir. de), *Aux origines des langues et du langage*, Fayard, Paris, 2005.

(18) Sur cette notion, *cf.* le *Traité du Tout-Monde*, Gallimard, Paris, 1997, et *La Cohée du lamentin,* Gallimard, Paris, 2005.

(19) Loïc Wacquant, « L'Etat incendiaire face aux banlieues en feu », *Combat face au sida*, no 42, décembre 2005 - janvier 2006.

(20) Entretien avec Roland de La Poype (ancien as de l'escadrille Normandie-Niémen), *Libération*, 3 juillet 2006.

Précédents articles

- « Les raisons d'une colère », par Laurent Bonelli (décembre 2005).
- « Casser l'apartheid à la française », par Dominique Vidal (décembre 2005).
- « Le rendez-vous manqué de la gauche et des cités », par Olivier Masclet (janvier 2004).
- « Le logement social, entre pénurie et ségrégation », par François Ruffin (novembre 2003).
- « Sur quelques contes sécuritaires venus d'Amérique », par Loïc Wacquant (mai 2002).
- « Petite histoire de l'intégration à la française », par Gérard Noiriel (janvier 2002).

http://www.monde-diplomatique.fr/2006/08/DUCLOS/13741 - AOÛT 2006

.org